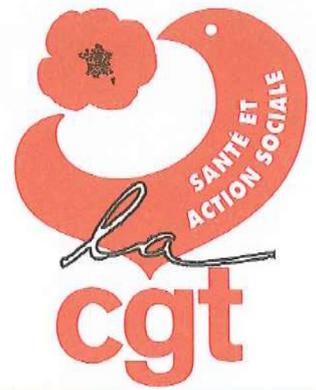


Bulletin Fédéral



Infos actualités fédérales sur Site Internet : www.sante.cgt.fr - E-mail : com@sante.cgt.fr

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Dimanche 25 mai, auront lieu les élections de nos eurodéputés.

2014 sera donc une année d'expression populaire et démocratique pour l'Europe. Tous les citoyens européens sont invités à voter pour celles et ceux qui les représenteront au Parlement européen.

Ces élections sont importantes pour tous les Européens. Le parlement européen a le pouvoir de voter et faire appliquer les lois européennes, de décider du budget de l'Union Européenne et de nommer le Président de la Commission Européenne. Ces élections ont lieu dans le contexte d'une longue crise financière et sociale en France et en Europe.

Pourquoi ces élections sont-elles importantes pour nous et pourquoi faut-il un engagement par un acte de citoyenneté ?

Parce qu'il s'agit tout simplement de décider de notre avenir. L'Europe joue un rôle essentiel dans notre vie quotidienne.

Voter aux élections européennes, c'est donc décider de quelle Europe et quelle orientation nous voulons pour notre futur.

Nous avons besoin d'une Europe sociale, d'une Europe plus sûre, plus saine et plus productive.

- des emplois et de la formation de qualité,
- mettre fin à l'austérité,
- une politique industrielle s'appuyant sur l'innovation et la recherche-développement,
- une politique en matière de protection sociale de haut niveau visant à fournir à toutes les personnes un accès à des soins de santé de grande qualité,
- éducation : contribuer à la réflexion sur les enjeux nationaux et européens dans le domaine de l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle,
- une justice sociale plus juste pour tous les citoyens en comblant le fossé entre riches et pauvres,
- assurer des mesures efficaces d'égalité des salaires et des droits pour tous et mettre fin à l'écart salarial entre femmes et hommes,
- fiscalité : la réviser en profondeur en s'orientant sur une fiscalité redistributive, une imposition progressive sur les revenus et plus juste sur la fortune, mettre fin aux paradis fiscaux, à l'évasion et à la fraude fiscales, à la corruption et au travail clandestin.

CONSTRUISONS L'EUROPE SOCIALE

LE 25 MAI, DÉCIDONS

FÉDÉRATION DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

263, rue de Paris, case 538 • 93515 Montreuil Cedex • Télécopie : 01 55 82 87 74

Numéro

2014/15

Lundi 12 mai 2014



Proximité | Solidarité
Démocratie | Efficacité

Plus d'infos en pages réservées sur
www.sante.cgt.fr

SOMMAIRE

- ✓ IADE : Le Master en danger **Page 2**
- ✓ Pour l'augmentation des retraites... le 3 juin **Page 3**
- ✓ J'ai des revendications... le 3 juin **Page 4**
- ✓ Le programme du FN et les idées d'extrême droite sont opposés aux intérêts des salariés **Pages 5-6**
- ✓ CP intersyndical « Sages-femmes » **Page 7**
- ✓ Pour Mumia, une seule justice... **Page 8**

N° 2014/ 15 - lundi 12 mai 2014

Fédération Santé
Action Sociale

263, rue de Paris - case 538
93515 Montreuil cedex

Directeur de Publication : Bruno JARDIN

Imprimé par nos soins

Périodicité : Hebdomadaire

N° commission paritaire : 0707 S 06 134

LE MASTER EN DANGER

2010 : suite au traitement réservé aux IADE par le protocole « Bachelot » et la réforme LMD, a débuté le dernier mouvement de la profession. Au terme d'un long combat, les IADE ont obtenu quelques promesses, une prime anesthésiante et le grade master adossé au diplôme d'État d'infirmier anesthésiste.



AUJOURD'HUI :

MACHINE ARRIÈRE : alors que le haut niveau de la nouvelle formation est reconnu par tous, les prochains diplômés ne bénéficieront pas du grade master.

Interrogées sur l'absence de publication du décret nécessaire, les tutelles se sont réfugiées derrière la non signature de conventionnement entre quelques écoles et leur université de rattachement. Les IADE ne peuvent accepter cette explication.

Aujourd'hui, les IADE subissent déjà :

- ➔ les réorganisations menées par une logique exclusivement financière qui dégradent chaque jour davantage leurs conditions de travail et de vie.
- ➔ la problématique de la démographie des professions de l'anesthésie qui aggrave les conditions de travail et mène à des attaques de leur exclusivité de titre et de fonction.
- ➔ la scission de leur profession en deux catégories (active et sédentaire) et la non reconnaissance de la pénibilité de leur exercice professionnel.
- ➔ la disparition du corps spécifique IADE de la fonction publique hospitalière.
- ➔ leur salaire sans rapport avec leur niveau de formation et de responsabilité.

ILS NE LAISSERONT PAS TOMBER LEURS ETUDIANTS

Le collectif IADE de l'UFMICT CGT, en lien avec les autres organisations syndicales et professionnelles, continuera à interpeller les deux ministères concernés.

Il n'hésitera pas à en appeler à la mobilisation de la profession si une solution n'est pas apportée rapidement à cette nouvelle injustice faite aux IADE.



Pour l'augmentation des retraites

MANIFESTATION NATIONALE

Le 3 juin à Paris

Le 16 avril 2014, le 1er ministre a décidé dans son pacte de responsabilité de réduire de 50 milliards d'euros les dépenses publiques.

Ainsi, Manuel Valls rabote 11 milliards d'euros sur les seules prestations sociales, en commençant par les retraites, les allocations familiales et le RSA. A cela s'ajoute l'inquiétude sur la suite de l'adoption d'une loi pour l'adaptation de la société au vieillissement.

Depuis la décision du patronat, avec l'accord de certains syndicats, de bloquer la revalorisation des retraites complémentaires, depuis la décision du gouvernement de reporter aux calendes grecques les revalorisations des pensions, de réaliser des milliards d'économie sur la sécurité sociale, le malaise est profond, la colère est grande.

Retraitée, je ne suis pas une charge, je contribue au développement collectif de la société, au travers d'activités qui vont de la garde des petits-enfants à l'aide aux devoirs, mais aussi par mon engagement dans le monde associatif.

Bernadette – 68 ans – retraitée du textile.

De Balladur à Ayrault, en passant par Fillon, on ne compte plus les «réformes» des retraites avec toujours la même recette : plus d'annuités exigées et des départs retardés.

Déjà le 20 février 2014, plus de 120 000 cartes de vœux ont été remises au Président de la Ré-

publique pour dire STOP à la baisse du pouvoir d'achat et pour exiger une revalorisation des retraites conséquences. Aujourd'hui, les retraités en ont ras-le-bol et décident de manifester leur colère le 3 juin prochain à Paris.

GATTAZ ET HOLLANDE NOUS RACKETTENT

- Taxe de 0,30% sur les retraités imposables (CASA) pour le financement de la perte d'autonomie depuis avril 2013 (et détournée vers l'assurance maladie).
- Hausse de la TVA, impôt le plus injuste au 1er janvier 2014 (les plus modestes paient le plus).
- Pas de revalorisation des retraites.
- Maintien de la suppression de la demi-part supplémentaire pour les retraités veufs, veuves ou divorcées ayant élevé seul un ou des enfants.
- Fiscalisation de la bonification des pensions des retraités ayant eu trois enfants et plus.
- Accès aux soins rendu plus difficile et même menacé par les reculs organisés de l'assurance maladie, l'explosion des coûts des mutuelles, le démantèlement de l'hôpital public.

Dans l'unité, à l'appel de:

la CGT, la CFTC, FGR, FO, FSU, LSR, Solidaires, UNRPA:

Ensemble manifestons à Paris le 3 juin à partir de 11h

Union Confédérale des Retraités C.G.T. 263, rue de Paris 93510 Montreuil Cedex



J'ai des revendications, je les fais entendre **Le 3 juin à Paris**

Nous réclamons:

- Un rattrapage immédiat de 300 euros par mois pour tous les retraités.
- La revalorisation des retraites du secteur public et privé (CNAV et complémentaires) au 1er janvier 2014.
- Un minimum de retraite égal au SMIG que nous revendiquons à 1700 euros.
- Une restauration de l'assurance maladie, la suppression des dépassements d'honoraires.
- Prise en charge de l'autonomie des personnes âgées par l'assurance maladie avec un financement à hauteur des besoins.
- Le développement des hôpitaux publics et des centres de santé à partir des besoins.
- Le rétablissement de la ½ part pour enfant dans le calcul de l'impôt sur le revenu.
- L'abrogation des augmentations de la TVA au 1er janvier 2014.
- Le retour au service public de proximité.

La réalité aujourd'hui:

- La pension mensuelle moyenne est de 1.550 euros pour les hommes et de 899 euros pour les femmes.
- 4,2 millions touchent le minimum contributif (629 euros) et leur nombre augmente chaque année : en 2012, 25 % des hommes et 50 % des femmes voient leur retraite liquidée sur cette base.
- Le taux de pauvreté des retraités ne cesse d'augmenter : 17 % vivent avec moins de 600 euros par mois et 10 % des retraités ont recours aux associations caritatives pour pouvoir se nourrir.
- 14% des retraités renoncent aux soins faute de moyens.
- Des retraités prennent un travail pour boucler les fins de mois et en 6 ans, leur nombre a triplé.
- Même, par exemple, avec une retraite de 2 500 euros par mois, les retraités sont de plus en plus attentifs à leurs dépenses : les charges incompressibles ne cessent d'augmenter (loyer, électricité, gaz, assurances, complémentaires santé, impôts...)

Actifs ou retraités, vivre dignement et mieux passe nécessairement par la lutte.

Dans l'unité, à l'appel de:

la CGT, la CFTC, FGR, FO, FSU, LSR, Solidaires, UNRPA:

Ensemble manifestons à Paris le 3 juin à partir de 11h

Les propositions de la CGT pour le financement des re- traites:

- Suppression des exonérations des cotisations dites « patronales » et instauration d'une modulation de celles-ci dans le cadre de mesures qui développent réellement l'emploi, avec un contrôle public et syndical : 10 milliards.
- Mise à contribution des revenus financiers des entreprises : 20 milliards.
- Elargissement de l'assiette de cotisations à l'épargne salariale (Intéressement, participation...) et aux primes pour les fonctionnaires et salariés du public : 10 milliards, sans oublier que 100 milliards au moins sont versés chaque année aux actionnaires sous forme de dividendes et que la création de 100.000 emplois apporterait 2 milliards de ressources supplémentaires.

Union Confédérale des Retraités C.G.T. 263, rue de Paris 93510 Montreuil Cedex



Union
syndicale
Solidaires



UNL
LA VOIX LYGÉENNE



UNIS
CONTRE l'extrême droite
POUR le progrès social
et l'égalité des droits

**CGT
FSU
SOLIDAIRES
UNEF
UNL
FIDL**

Le programme du FN et les idées d'extrême droite sont opposés aux intérêts des salarié-es !

Les réponses favorables au patronat subies par les salarié-es, les privé-es d'emploi, les retraité-es, les jeunes, ainsi que la crise avec ses conséquences dramatiques, fournissent un terreau exploité par l'extrême droite. Les politiques d'austérité génèrent une aggravation du chômage, le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Cela accroît la désespérance sociale.

Depuis quelques années et l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, le Front national essaie de banaliser son image. Mais derrière cette façade détournant à ses fins électoralistes certaines revendications du mouvement social, le FN reste un parti nationaliste, xénophobe, sexiste et raciste. Il agit de concert avec la nébuleuse de l'extrême droite française actuellement à l'offensive (des manifestations réactionnaires et homophobes, en passant par les violences racistes de groupuscules, jusqu'au duo antisémite Dieudonné-Soral). C'est un piège dans lequel les salarié-es ne peuvent tomber d'autant qu'il existe d'autres solutions pour sortir de la crise, comme répartir autrement les richesses, revitaliser les solidarités...

Des discours démagogiques et opportunistes

En changeant son discours selon les saisons et les publics, le FN veut apparaître comme le soutien des salarié-es. Mais le FN est contre la réduction du temps de travail, qui constitue pour lui une « désorganisation des entreprises et une hausse

injustifiée de la masse salariale » ; il est contre le Code du travail « pour libérer le travail des entreprises de l'étatisme » ; il est bien sûr contre la grève qui est assimilée à une « prise d'otage » hostile à « l'intérêt national » ; et il est évidemment contre les syndicats assimilés à un facteur de blocage de l'économie ». Les **élu-es** FN à l'Assemblée nationale ne portent pas de propositions en faveur des salarié-es : aucune sur le Smic, la défense des retraites, l'éducation, la santé, une fiscalité plus juste !

La fausse solution du capitalisme national

L'accélération des politiques d'austérité a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion. Face à l'Europe et à la mondialisation libérales, contraires aux intérêts des salarié-es et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses protectionnistes du FN ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer à l'antagonisme capital/travail et à la financiarisation de l'économie.

Contrairement au FN, nous revendiquons un monde où les solidarités internationales priment en termes économiques, politiques et sociales. Le capitalisme provoque l'accaparement des richesses par une minorité, c'est bien l'exploitation qui est en cause. C'est l'union à grande échelle des salarié-es, quels que soient leur nationalité et leur lieu de travail, qu'il convient de rechercher.

La préférence nationale : un projet raciste

Faire de l'étranger un bouc émissaire est à l'opposé des valeurs de solidarités que nous portons et défendons au quotidien. Toutes les discriminations, notamment en raison de l'origine, sont pourtant interdites en France. Or, tous les amalgames de ces dernières années (en matière de sécurité, d'immigration, de religion, d'emploi...) ont fini par renforcer et diffuser dans notre société un discours de stigmatisation. **La préférence nationale est au cœur du programme du FN. Elle exprime la volonté de réserver les emplois, les logements, les aides sociales aux détenteurs/trices de la nationalité française, en excluant une bonne partie des classes populaires.**

Les droits des femmes dévoyés

Le Front national a été obligé d'intégrer dans son discours le fait que les femmes ont obtenu certains acquis. Il va jusqu'à se prétendre le défenseur des femmes, en instrumentalisant la laïcité pour mieux agiter le fantasme du péril musulman ou celui de l'immigration. Les rangs du FN comptent les tenants d'une vision réactionnaire de la place des femmes, qui auraient avant tout vocation à être mères. On y retrouve les militant-es « pro-life » qui manifestent contre les centres IVG, les partisans du salaire maternel et ceux qui militent contre la déconstruction des stéréotypes à l'école. Nombre de ses adhérents-es et de ses satellites étaient présent-es dans les manifestations qui s'opposaient à l'égalité des droits entre hétérosexuel-les et homosexuel-les. Leur obsession identitaire et xénophobe : c'est avant tout la défense réactionnaire du mythe d'un occident blanc chrétien. Les acquis des femmes sont bien le fruit de luttes féministes, que le FN a toujours combattues!

L'extrême droite est aux antipodes des intérêts des salarié-es...

Aux antipodes d'une société solidaire, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes. Après la victoire de l'extrême droite dans 14 villes aux dernières élections municipales, rappelons que la gestion des villes sous domination FN dans les années 90 a été particulièrement désastreuse et avant tout anti sociale.

Le Pen se présente comme la « candidate anti-système », en défense du peuple, des « laissés pour compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est d'abord celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Le FN, de l'échelon communal à l'échelon européen, ne distillera que division, repli sur soi et fragilisera le vivre ensemble!

Il faut s'organiser syndicalement, lutter en partant des revendications des salarié-es, faire progresser la démocratie et gagner de nouveaux droits et conquêtes sociales!

Notre campagne intersyndicale « Uni-es contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques », initiée le 29 janvier 2014 à Paris, avec des centaines de syndicalistes, et plusieurs dizaines d'initiatives sur tout le territoire, entre dans une nouvelle phase pour contrer massivement l'extrême-droite.

25 avril 2014



Union syndicale
Solidaires

unif
LA VOIX LYCÉENNE

UNL
LA VOIX LYCÉENNE

FIDL
LA VOIX LYCÉENNE

A la boutique NVO du complexe, vous trouverez le titre suivant, au prix de 5 € :

« **En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite** »
de Pierre-Yves Bulteau





SAGES-FEMMES

L'intersyndicale CGT, Cfdt, SUD, FO et UNSA, reçue en première séance de négociation sur le statut des sages-femmes hospitalières ce jour, ne reconnaît pas les conclusions du groupe de travail mené avec Edouard Couty pendant plusieurs mois, au travers des propositions du ministère.

L'intersyndicale dénonce :

- ☞ Des propositions salariales qui ne prennent pas en considération le caractère médical de la profession.
- ☞ Des grilles de reclassement inégalitaires en regard des attentes et du passif dû aux sages-femmes.
- ☞ La mise en place de ratio au déroulement de carrière pour une profession qui n'en a jamais eu.
- ☞ Des dispositions statutaires qui maintiendront de fait une hiérarchie entre les sages-femmes.

L'intersyndicale exige :

- ☞ Une autre architecture et de nouvelles grilles salariales en deux grades :
 - Un premier grade de clinicienne et de responsabilités fonctionnelles, linéaire et sans barrage.
 - Un grade de coordination, d'enseignement et de recherche.
- ☞ Des bornages indiciaires pour le premier grade qui soient relevés de façon substantielle.
- ☞ Le positionnement clair du statut de sage-femme des hôpitaux dans une filière médicale au sein de la Fonction Publique Hospitalière.

L'intersyndicale CGT, Cfdt, SUD, FO et UNSA sera aussi attentive à ce que tous ces éléments concourent à l'amélioration des conditions d'exercices et à la résorption du chômage des sages-femmes par la revalorisation des décrets périnatalité ainsi que la titularisation des CDD dans les hôpitaux.

Pour l'intersyndicale CGT, Cfdt, SUD, FO et UNSA

Montreuil, le 30 Avril 2014



Pour Mumia
Une seule justice
sa libération

www.mumiabujamal.com

Pourquoi c'est important

En jugeant anticonstitutionnelle la condamnation à mort prononcée à l'endroit de Monsieur Mumia Abu-Jamal, la Cour Suprême des États-Unis a mis un terme à 30 ans d'acharnement judiciaire.

Pour autant, la plus haute juridiction américaine a rejeté sa demande de la tenue d'un nouveau procès, justifiant ainsi sa culpabilité sans la moindre preuve et la commutation de sa peine en prison à vie. Autrement dit, Monsieur Abu-Jamal serait toujours condamné à mourir en prison.

Cette décision viole gravement la Constitution des États-Unis, eu égard au déroulement du procès de 1982 dont l'iniquité est patente et le racisme avéré pour la communauté internationale (Commission des droits de l'Homme de l'ONU, Amnesty International, Parlement européen).

Face à ce déni de justice, nous demandons instamment au Ministre de la justice des États-Unis d'user de son autorité morale et de sa responsabilité gouvernementale pour donner à Monsieur Abu-Jamal les moyens de défendre son innocence et de retrouver au plus vite la liberté.

Yes, you can, Monsieur le Ministre !

Plus d'infos sur cette affaire qui accuse la justice américaine
et pour signer la pétition :

<http://www.mumiabujamal.com>